



Des conglomérats US et français du pétrole se partagent les butins de guerre

Par [David R. Baker](#)

Mondialisation.ca, 12 août 2007

[San Francisco Chronicle](#) 12 août 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Pétrole, Gaz de schiste](#), [Énergie](#), [Transnationales](#)

« *La construction d'un consensus américano français sur l'Irak (e .g entre Sarkozy et Bush) est principalement le résultat de la volonté des intérêts pétroliers US de partager les butins avec leurs homologues européens en échange de leur soutien politique et militaire pour la politique étrangère de Washington au Moyen Orient.* »



Note de l'Editeur

Ce que suggère cet accord c'est que les intérêts pétroliers US partagent les butins de guerre avec le géant pétrolier le plus grand d'Europe, le conglomérat pétrolier franco belge Total.

Ce rapprochement entre Chevron et Total est consistant avec le changement en matière de politique française. Le président Nicolas Sarkozy est largement représentatif des intérêts du conglomérat franco belge.

L'actuelle situation contraste ouvertement avec celle qui a prévalu avant l'invasion de l'Irak, caractérisée par le conflit au Conseil de Sécurité des Nations Unies entre les US et la Grande Bretagne d'un côté et la France (soutenue par l'Allemagne) de l'autre.

La construction d'un consensus américano français sur l'Irak (e .g entre Sarkozy et Bush) est principalement le résultat de la volonté des intérêts pétroliers US de partager les butins avec leurs homologues européens en échange de leur soutien politique et militaire pour la politique étrangère de Washington au Moyen Orient.

Michel Chossudovsky, Global Research/Mondialisation.ca, 9 août 2007

Traduction Mireille Delamarre pour www.planetenonviolence.org

Chevron rejoint l'entreprise française pour explorer les champs pétroliers en Irak

Le Conglomérat Chevron veut entrer en Irak.

Le géant pétrolier de San Ramon et la SA Total de France sont tombés d'accord pour développer conjointement l'un des champs pétroliers les plus grands d'une nation dévastée par la guerre, si le gouvernement irakien les y autorise selon un article publié mercredi.

Les deux entreprises ont signé un accord pour collaborer sur le champ pétrolier de Majnoon, qui s'étend au nord de Basra le long de la frontière iranienne, selon ce qu'a rapporté l'agence d'information Dow Jones.

Jusqu'ici, aucune des deux entreprises n'a la permission du gouvernement irakien de travailler sur ce champ. Malgré une pression intense exercée par Washington les dirigeants irakiens n'ont pas pu se mettre d'accord sur un cadre pour partager les richesses pétrolières énormes du pays. Le développement de Majnoon ne peut pas commencer tant que l'Irak n'a pas voté une loi régissant les investissements étrangers dans son industrie pétrolière.

Mais en travaillant ensemble au préalable pour étudier les conditions d'exploitation du champ pétrolier, Chevron et Total pourront être en meilleure position que leurs concurrents quand l'Irak sera finalement prête à signer des accords de développement.

Le porte parole de Chevron, Don Campbell, a refusé de commenter l'article de mercredi. Mais il a fait remarqué que depuis que les Etats-Unis et leurs alliés ont renversé Saddam Hussein en 2003, Chevron a fourni une assistance technique au ministère du pétrole en Irak, y compris faire venir des ingénieurs et géologues aux Etats-Unis pour une formation.

D'autres compagnies pétrolières font de même. Le pays reste en grande partie trop dangereux pour y travailler, et l'absence de loi concernant le pétrole implique que les grandes entreprises pétrolières ne peuvent signer d'accord de développement là bas.

Mais elles n'ignorent pas l'Irak, dont les réserves de pétrole sont estimées être soit les deuxième - ou troisième plus grandes au monde. De grandes zones du pays n'ont pas été minutieusement explorées et peuvent dissimuler encore plus de pétrole et de gaz.

Les entreprises doivent adopter une position intermédiaire » a dit Amy Myers Jaffe, une chercheuse en énergie à l'Institut Baker à l'Université Rice. « Vous devez être impliqué. Vous avez besoin de connaître les acteurs et montrer que vous êtes prêts à aider. Quand viendra le temps où ils chercheront de l'aide extérieure, vous serez perçu comme une entreprise avec laquelle il est facile de travailler. »

Elle a noté que le champ de Majnoon serait plutôt facile à exploiter parce qu'une production à petite échelle y a déjà commencé avant la guerre. Et c'est important, éventuellement suffisamment pour produire 1 million de barils de pétrole par jour.

« Majnoon serait vraiment hors pair, » a dit Jaffe. « On ne trouve pas un champ pétrolier de millions de barils par jour comme cela ».

Total s'est intéressé à Majnoon depuis des années. Une entreprise pétrolière que Total a achetée en 2000 a négocié une tentative d'accord avec Hussein dans les années 90 pour développer ce champ mais rien n'en est sorti.

Comme pratiquement tout le pays, l'industrie pétrolière en Irak a souffert des sanctions internationales qui ont suivi la guerre du Golfe de 1991. La destitution forcée de Saddam Hussein a mis fin aux sanctions. Mais la résistance qui a suivi a attaqué les pipelines de pétrole en Irak et les installations pour l'exportation comme moyen de déstabiliser le pays.

Résultat, la production de pétrole en Irak est restée en dessous de ce qu'elle était avant la guerre. En juin, le mois le plus récent pour lequel des données sont disponibles, le pays a pompé 1.98 millions de barils par jour, selon le service d'information sur l'énergie Platts.

Avant l'invasion, la production moyenne par jour était de 2.5 millions de barils par jour.

Le gouvernement irakien veut des investissements étrangers pour aider à moderniser les industries pétrolières vieillissantes et les pipelines et exploiter de nouveaux champs. Mais les factions politiques du pays n'ont pas été à même de se mettre d'accord sur des règles de base pour les investissements. Elles n'ont pas non plus trouvé d'accord sur le mécanisme pour partager les revenus – une préoccupation majeure pour les irakiens sunnites. La plupart d'entre eux vivent dans le centre et l'ouest de l'Irak, qui n'ont pas de réserves pétrolières importantes connues.

Le public irakien reste profondément méfiant de toute implication étrangère dans l'industrie pétrolière. Beaucoup d'irakiens voient la guerre comme une tentative par les Etats-Unis et leurs alliés de prendre le contrôle du pétrole du pays. Dans un sondage récent fait à la demande de plusieurs ONG, 63 % des irakiens veulent que ce soit des entreprises irakiennes qui prennent la direction du développement des champs pétroliers du pays.

« C'est un problème extrêmement sensible pour le peuple irakien, et il unit les sunnites, les shi'ites, et les kurdes. Ils ne veulent pas que le pétrole soit contrôlé par des entreprises étrangères » a dit Medea Benjamin co fondateur de Global Exchange, l'une des organisations à avoir commandé le sondage. Basée à San Francisco, Global Exchange a organisé des manifestations devant les bureaux de Chevron, affirmant que l'invasion de l'Irak n'avait pour seul but que de mettre la main sur le pétrole.

Copyright : [San Francisco Chronicle](#)

Pour lire l'article original en anglais, [cliquez ici](#).

Email de David R. Baker dbaker@sfchronicle.com

Version française: [Planète non violence](#)

Traduction Mireille Delamarre pour www.planetenonviolence.org

Information complémentaire (Planète non violence)

Selon une dépêche AFP du 11/08/07, reprenant des informations de l'agence iranienne d'état Iran News, l'Iran et l'Irak viennent de signer un accord vendredi pour la construction de pipelines pour le transfert de pétrole brut irakien et de produits pétroliers.

Cet accord a été signé par les ministres du pétrole irakien et iranien respectivement Hussein al-Shasristani et Kazem Vaziri Hamaneh, le premier accompagnant le premier ministre irakien Nuri al-Maliki lors de sa visite de deux jours en Iran.

Le pipeline de 81 cm transportera le pétrole brut du port de Basrawa au sud de l'Irak jusqu'au port iranien d'Abaden situé au sud-ouest de l'Iran. Il y aura un pipeline séparé pour le transport de produits pétroliers.

Selon l'accord, l'Iran achètera 100 000 barils de pétrole brut pour être raffiné dans le port sud de Bandar Abbas, puis le produit raffiné sera revendu à l'Irak. Il n'y a pas de quantités limites d'achat. La date de construction du pipeline n'a pas été mentionnée.

Déjà en août 2006, l'Iran et l'Irak avaient signé un mémorandum portant sur l'achat par

l'Irak de 100 000 barils par jour de brut irakien en échange de 2 millions de litres de produits raffinés par jour. Malgré ses immenses ressources naturelles, l'Irak est obligé d'importer des produits pétroliers raffinés d'un certain nombre de pays voisins.

Traduction/Synthèse Mireille Delamarre pour www.planetenonviolence.org

La source originale de cet article est [San Francisco Chronicle](#)

Copyright © [David R. Baker](#), [San Francisco Chronicle](#), 2007

Articles Par : [David R. Baker](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca